

Document

Les banques américaines renouent avec la folie des bonus (23.07)

Le Monde – 22.07

Mais à quoi jouent les grandes banques de Wall Street ? A peine se sont-elles défaites de la tutelle de l'Etat - qui a consacré 700 milliards de dollars d'argent public à leur sauvetage à l'automne 2008 - qu'elles promettent des bonus colossaux à leurs salariés pour 2009.

Les compteurs s'affolent, comme au temps de la bulle financière d'avant la crise. Exemple : cette enveloppe record de 20 milliards de dollars provisionnée chez Goldman Sachs pour payer les bonus à venir. C'est l'équivalent de la somme allouée par le G8 à la lutte contre la faim dans le monde... Le retour de ces primes directement liées aux profits à court terme, susceptibles d'inciter à la prise de risques, suscite les plus vives inquiétudes de la classe politique.

Dans un entretien à la chaîne de télévision PBS, lundi 20 juillet, le président américain, Barack Obama, a fustigé la cupidité de financiers irresponsables, sourds à la misère du monde : *"Le problème, selon moi, c'est qu'on n'a pas l'impression que les gens de Wall Street aient le moindre remords d'avoir pris autant de risques"*, dit M. Obama.

Alors que le chômage aux Etats-Unis atteint des niveaux record (9,5 % en juin, au plus haut depuis 1983), alors que les contribuables paient au prix fort la facture du sauvetage des banques - largement responsables d'une crise qui, souvent, leur a coûté leur emploi ou leur logement, voire les deux -, le président américain craint qu'*"aucune leçon"* n'ait été tirée de la crise.

En réalité, la pression monte aux Etats-Unis et en Europe, sinon encore pour encadrer les rémunérations des banquiers, du moins pour inscrire le sujet au menu du prochain sommet du G20, fin septembre, à Pittsburg, aux Etats-Unis. Dans un entretien au *Financial Times*, mercredi 22 juillet, la ministre de l'économie, Christine Lagarde, dénonce, de manière virulente, le *"scandale absolu que représentent les banques qui continuent à accorder des bonus garantis"*, sans tenir compte de la performance réelle et des risques. *"Il est scandaleux que certains pensent à revenir aux vieilles pratiques"*, dit-elle, comptant sur le G20 pour enrayer les dérives.

De leur côté, les banquiers centraux, tenants de l'orthodoxie financière, multiplient les mises en garde. Le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, n'a de cesse de dénoncer un glissement de l'économie réelle au profit de la spéculation et des paris dans la sphère financière. Il appelle à une refonte des systèmes de rémunération.

En écho, le gouverneur de la Banque de France se dit *"préoccupé"* par le retour de *"politiques de rémunération qui incitent à la prise de risques"*. Si les excès qui ont participé à la crise se reproduisent, alors, estime Christian Noyer, les instances internationales doivent s'emparer du problème. A commencer par le G20 de septembre.

L'agacement des autorités politiques et de tutelle est d'autant plus vif que les banques américaines manifestent peu d'enthousiasme à financer l'économie réelle, via les prêts aux ménages et aux entreprises. Certes, leurs résultats du deuxième trimestre - dont l'ampleur a déconcerté l'opinion publique, qui les pensait exsangues - se nourrissent de commissions perçues sur des émissions de dette d'entreprises. Celles-ci sont utiles au fonctionnement de l'économie.

Mais ces bénéfices doivent aussi beaucoup aux activités de marchés. Le redressement de la Bourse a permis aux établissements financiers de se "refaire". De là à penser que ceux-ci se sont servis de l'argent public pour spéculer sur les marchés, il n'y a qu'un pas, vite franchi par les responsables politiques, certains économistes et, de façon plus surprenante, par d'influents décideurs économiques.

Ainsi, l'ex-patron d'Axa, Claude Bébéar, a exprimé son dégoût, mercredi 22 juillet, sur le blog de l'Institut Montaigne, un *think tank* créé en 2000 pour réfléchir aux grands enjeux politiques, économiques et sociaux : *"La cupidité généralisée, en grande partie responsable des dérives qui ont conduit à la crise financière, a été stigmatisée par M. Obama qui a promis des mesures énergiques (...). Où en est-on aujourd'hui ? Goldman Sachs affiche des bénéfiques record après avoir mis 11 milliards de dollars de côté pour payer des bonus. 20 milliards sont prévus en 2009 (...). Les programmes gouvernementaux permettent à ces banques de reconstituer leurs réserves. En revanche, CIT Group (un groupe de services financiers américain en difficulté) dont le métier est le crédit aux PME semble abandonné à son triste sort (...). Les marchés considèrent cette décision comme courageuse (...). Je ne sais pourquoi cela me rappelle les animaux malades de la peste."*

L'économiste Philippe Brossard se montre, pour sa part, déçu par l'attitude des autorités de tutelle américaines : *"Autant les années 1930 avaient conduit à une véritable réflexion sur les pratiques bancaires et les mécanismes spéculatifs et débouché sur une réglementation contraignante (le Glass-Steagall Act, qui avait établi une muraille de Chine entre les maisons de titres actives sur les marchés financiers et les banques accordant des crédits à l'économie), autant cette fois, on n'a pas suivi cette route."*

Au contraire, estime M. Brossard, *"on a laissé les banques spéculer avec l'argent public. Le plan d'aide de l'Etat fédéral a permis aux banques d'investissement de tirer leur épingle du jeu et qui plus est, d'accéder directement au refinancement auprès de la banque centrale américaine en les autorisant à devenir des banques de plein exercice (à l'instar, une nouvelle fois, de Goldman Sachs)"*.

Pour l'économiste Paul Jorion, les salaires et les bonus offerts par les banques américaines sont *"de l'inconscience. Ils ne tiennent pas compte du poids que représente la garantie du gouvernement américain. C'est de la provocation pure et simple. Cela va mal finir."*

Bon nombre d'économistes s'attendent à ce que l'opinion demande des comptes aux banques, qui ont été subventionnées mais ont peu donné en retour. Le débat sur la réforme des rémunérations et leur contribution à l'économie, par l'impôt, ne fait que s'engager...

Dans ce concert de critiques, les banquiers européens ne sont pas en reste. Eux qui se sont vus imposer des objectifs contraignants en matière d'octroi de crédits à l'économie - en France et au Royaume-Uni - et parfois des limites en matière de primes - au Royaume-Uni, le régulateur boursier menace d'amendes les établissements accordant plus d'un an de bonus garantis -, supportent mal de voir les banques américaines laissées libres de leurs mouvements. Aucune contrepartie ne leur a été assignée en échange des aides.

Or, estiment les banques européennes, et avec elles, les gouvernements des pays européens, il ne saurait y avoir de distorsion au sein du système bancaire mondial entre des banques jouant le jeu de la sortie de crise et d'autres gagnant de l'argent sur les marchés pour le redistribuer sous la forme de bonus. Derrière la problématique des rémunérations excessives se cache donc aussi un enjeu de concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe.